Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques



Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent et/ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche visant à dégager des pistes de réflexion, d'action et d'approfondissement.

Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.

Diffusion et photocopiage encouragés : non à la marchandisation des idées ! Puisez ce qui vous inspire, ce qui vous semble utile pour vos actions ou votre réflexion. Mais, si possible, imprimez sur papier recyclé...

Titres disponibles

1. **Critiques et espoirs du commerce équitable** (Élan solidaire ou aménagement capitaliste ?)
2. **De la Françafrique à la Mafiafrique** (Les dessous de la politique française en Afrique)
3. **Pourquoi la dette des pays du Sud** (Les mécanismes d'un appauvrissement organisé)
4. **L'idéologie du développement** (contradictions de la théorie, désastres de la pratique)
5. **Que devient l'aide au développement ?** (L'envers de l'aide française au développement)
6. **À la conquête de notre imaginaire** (Les impacts intimes et politiques de la publicité)
7. **Comment blanchir l'argent sale ?** (Manuel pour crapules modernes et citoyens naïfs)
8. **Sommes-nous en démocratie ?** (La démocratie représentative en question)
9. **La culture du narcissisme** (Les impacts du système capitaliste sur notre psychisme)
10. **Les illusions du progrès** (Le progrès face à ses conséquences politiques et écologiques)

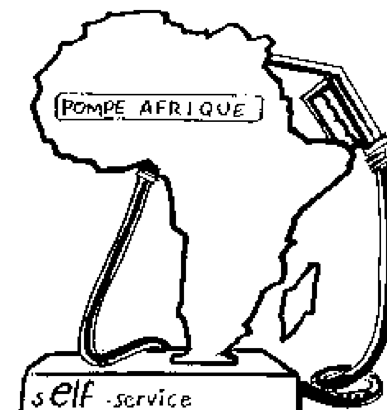
D'autres brochures sont en chantier sur l'agriculture, le nucléaire, la sociologie, les médias...

Retrouvez nos brochures (et bien d'autres choses) sur

http://rengen.ouvaton.org

Imprimé sur papier recyclé (fourni par Alp'papier, www.papirralp.fr)

DE LA FRANÇAFRIQUE À LA MAFIAFRIQUE



Les dessous de la politique française en Afrique

Les renseignements généreux - août 2005

Pourquoi cette brochure ?

Françafrique. Vous avez peut-être déjà entendu ce mot. Il a été introduit depuis dix ans par l'association SURVIE pour symboliser les ambiguïtés de la relation entre la France et ses anciennes colonies africaines.

Cette brochure s'adresse à celles et ceux qui n'ont jamais entendu parler de la *Françafrique*, à celles et ceux qui connaissent bien cette expression mais qui cherchent à synthétiser leurs idées.

L'exercice est périlleux : comment résumer plusieurs dizaines de milliers de pages de notes et de témoignages à ce sujet ? Cet exposé sera donc forcément caricatural et non exhaustif. Mais nous espérons qu'il pourra fournir des repères et l'envie d'en savoir davantage.

Fructueuse lecture.

PLAN

Remerciements : merci à François-Xavier Verschave, président de l'association SURVIE et auteur de nombreux ouvrages sur le sujet, pour sa relecture critique.

exemplaires vendus). Plus d'une vingtaine de témoins courageux et édifiants transforment le procès (retranscrit dans l'ouvrage *Noir Procès*) en celui des accusateurs, qui sont déboutés. En 2002 est publié *Noir Chirac*, qui remonte aux sources de l'impunité des décideurs politiques français depuis plus d'un demi-siècle.

Actuellement, l'activité de SURVIE est permanente : un échange quotidien d'informations par courriel complètent et enrichissent *Billets d'Afrique*. Un trimestriel, *Info campagnes*, relaie les actions militantes d'interpellation ou de pression envers ceux qui perpétuent ou cautionnent des pratiques iniques.

...et aux propositions.

La critique de la politique française en Afrique amène SURVIE à repenser ses propositions. Depuis 1999, elles s'articulent autour de la notion de *biens publics à l'échelle mondiale* (cf. site : http://www.bpem.org). Cette perspective est développée dans plusieurs ouvrages, en préparation ou déjà publiés (par exemple, en 2003 : *On peut changer le monde*, F.X. Verschave et François Lille, éd La découverte).



Le réseau SURVIE



SURVIE rassemble plus de 1 700 adhérents organisés en groupes locaux, et ne cesse d'élargir le réseau de ses alliés et correspondants, en France, en Afrique et ailleurs.

Contact Fédération SURVIE :

01 44 61 03 25
survie@wanadoo.fr
http://www.survie-france.org/

développement classique, très majoritairement dévoyée de son objet. Des actions médiatiques et symboliques sont organisées, telles ces 40 000 bougies allumées dans le jardin du Palais Royal pour symboliser la mort quotidienne de 40 000 enfants, mais aussi, en 1993, la signature et la mobilisation de la quasi-totalité des footballeurs professionnels. Une proposition de loi, rédigée par cinq députés (PS, RPR, UDC, UDF, PC), rallie progressivement les signatures de 72 % de leurs collègues : du jamais vu ! Malgré cet élan et toute la dynamique des militants de SURVIE, le gouvernement n'inscrira jamais cette proposition de loi à l'ordre du jour.

En 1994, un génocide s'accomplit au Rwanda. L'impossibilité de donner un minimum de crédibilité et d'efficacité à l'aide publique française au développement confirme ce que l'association SURVIE ressent de plus en plus fortement au gré des rencontres, des analyses, et des témoignages : *les centres du pouvoir ne veulent pas toucher à cette manne financière parce qu'ils en profitent.* La coopération est un système confus, opaque et corrompu qui couvre un foisonnement de pratiques illégales et criminelles. Renforcée par la révélation des complicités françaises avec les responsables du génocide rwandais, la compréhension du système *Françafrique* commence à germer. Loin d'être marginale, la criminalité économique et politique est centrale.

SURVIE change de stratégie : il faut à tout prix dévoiler cette inimaginable réalité aux citoyens français.

...à la dénonciation radicale...

Dès juin 1994, des militants de SURVIE défilent tous les jours à Paris avec des panneaux « *Rwanda, j'ai honte... de la politique africaine de la France.* » Neuf mois plus tôt, SURVIE avait lancé un mensuel, *Billets d'Afrique et d'ailleurs*, pour explorer les mécanismes de détournement de l'aide publique française au développement. L'objet de ce bulletin s'étend à toute la criminalité méconnue de la France en Afrique. Un réseau de correspondants se développe, irriguant SURVIE de témoignages et d'informations. Fin 1994, SURVIE lance la série des *Dossiers noirs de la politique africaine de la France*, documents minutieux réalisés en partenariat avec l'association AGIR ICI. Des ouvrages sur l'implication de la France au Rwanda sont également publiés.

En 1998, le président de SURVIE, François-Xavier Verschave, rédige *La Françafrique*, où il retrace la découverte de ces scandales. L'ouvrage atteint déjà un large public. Deux ans plus tard, il publie *Noir Silence*, un panorama détaillé de la politique française en Afrique. Il est attaqué pour « *offense à chef d'État* » par Omar Bongo (Gabon), Idriss Deby (Tchad) et Denis Sassou N'Guesso (Congo-Brazzaville), ce qui contribue à transformer le livre en best-seller (50 000

I La confiscation des indépendances

Le désir d'émancipation des anciennes colonies émerge fortement dès la fin de la seconde guerre mondiale, renforcé par les États-Unis et l'URSS (non sans arrière-pensées géopolitiques)*. Mais le général De Gaulle ne souhaite pas l'indépendance de l'ancien empire colonial français, et ce pour au moins cinq raisons :

- ***deux raisons économiques*** : l'accès aux matières premières stratégiques comme l'uranium ou le pétrole ; la perpétuation des rentes des sociétés coloniales (cacao, banane, bois, café, etc.).
- ***deux raisons politiques*** : tenir la place assignée à la France dans la "Guerre froide", en évitant la propagation du communisme dans les anciennes colonies ; garder un cortège d'États "clients" (un réservoir de votes) permettant à la France d'occuper une position importante dans les institutions internationales.
- ***une raison inavouable*** : le détournement des rentes africaines finance fortement le mouvement gaulliste, via des circuits qui irrigueront par la suite les autres partis de gouvernement.

Politiquement acculé, le président De Gaulle enclenche le processus de décolonisation dans les années 60.** Mais tout en proclamant ce nouvel état des relations internationales, il charge son bras droit *Jacques Foccart* de maintenir les pays d'Afrique francophone sous la tutelle française par un ensemble de moyens illégaux et occultes.

Le réseau Foccart

Jacques Foccart est à l'époque un personnage extrêmement puissant : secrétaire général de l'Élysée, il dirige pratiquement les services secrets***, supervise les nominations aux principaux postes du parti gaulliste et de l'État, pourvoit enfin aux finances du gaullisme. Il va brillamment orchestrer cette mission de *confiscation des indépendances*.

* États-Unis comme U.R.S.S. espéraient rallier à leur panache les peuples décolonisés. Vous trouverez de plus amples détails sur les ambitions géopolitiques des deux super-puissances à cette époque dans les travaux de Noam Chomsky, en particulier *L'an 501, la conquête continue*, éd Écosociété, 1995.

** Sauf pour ce qu'on appellera plus tard les Territoires d'outre-mer, comme la Nouvelle-Calédonie, et aussi quelques points d'appui stratégiques comme les Comores et Djibouti.

*** Le SDECE, devenu DGSE au début des années 80.

Sa principale stratégie sera la mise en place de dirigeants africains favorables à la France par l'élimination physique des leaders et mouvements indépendantistes[*] ou des élections truquées. Bon nombre des chefs d'État choisis par Foccart ont été formés dans les écoles françaises de sous-officiers ou d'officiers.[**] Des accords secrets sont ensuite passés avec les dirigeants de ces pays officiellement indépendants. Depuis plus de quarante ans, les pays francophones au sud du Sahara vivent avec des accords de coopération, notamment monétaires et militaires, conçus comme s'ils ne devaient jamais être indépendants. Ces accords peuvent comporter des clauses d'intervention intérieure non publiées au Journal Officiel et ignorées du Parlement français.

Jacques Foccart élabore ainsi un *réseau* contrôlé et entretenu par une série de correspondants : officiers des services secrets, hommes d'affaires, fonctionnaires, conseillers, etc. Chaque président africain est chaperonné par un colonel de la DGSE, soi-disant chargé de sa sécurité, et de multiples conseillers français.[***] Des polices politiques tortionnaires, formées à l'école française et aux méthodes expérimentées en Algérie, sont mises en place pour éliminer tout risque d'opposition. Cette stratégie permet de maintenir le système de domination et d'exploitation coloniale tout en donnant l'impression qu'il y a bien indépendance, puisque c'est un homme originaire du pays qui gouverne.

Le détournement du développement

Parallèlement, sous l'impulsion des États-Unis, la notion de *développement* émerge avec le mouvement de "décolonisation" : les pays industrialisés occidentaux déclarent vouloir désormais aider les pays dits *sous-développés*[***]. Comme la plupart des pays de l'OCDE[****], la France met en place toute une gamme d'institutions chargées de la coopération et du développement. Les dépenses affectées à cet effet sont rassemblées sous l'appellation *Aide Publique au Développement* (APD). L'État français y consacre 30 à 40 milliards de francs chaque année. Loin d'œuvrer pour le développement, cette APD a en réalité plusieurs fonctions :

– *maintenir les régimes "amis" de la France en Afrique*, et si possible étendre leur influence.

* La guerre contre les indépendantistes camerounais (1957-1970) fut la plus violente (des centaines de milliers de victimes), avec des méthodes dignes de la guerre du Vietnam. Elle servit de leçon à tous ceux qui pouvaient avoir des velléités de résistance. Autre exemple : l'assassinat de l'indépendantiste Sylvanus Olympio, après son élection à la présidence du Togo, et ce sous la supervision des services français. L'assassin, Etienne Eyadéma, resta ensuite 40 ans au pouvoir...

** Certains appartiennent aux services secrets français, comme Omar Bongo, président du Gabon depuis... 1967 !

*** Par exemple, tous les conseillers du président ivoirien Houphouët-Boigny (1960-1993) étaient français.

*** cf. brochure *L'idéologie du développement* (Les renseignements généreux).

**** Organisation de Coopération et de Développement Économique, regroupant 29 pays industrialisés.

Post scriptum : l'association SURVIE

L'expression *Françafrique* est directement liée aux combats de l'association SURVIE. Sa devise est *donner valeur de loi au devoir de sauver les vivants*. Pourquoi ce nom ? Pourquoi cette devise ? Quel rapport avec la Françafrique ? Plongeons-nous rapidement dans l'histoire de cette association.

D'une démarche consensuelle...

Tout commence en 1981. Un rapport des Nations Unies affirme que 40 000 enfants meurent chaque jour faute de nourriture et de soins élémentaires. Pourtant, ne vient-on pas de célébrer *l'année de l'enfance* ? Révoltés, quelques amis dont Jean Fabre et le Prix Nobel Adolfo Perez Esquivel se réunissent autour d'une conviction commune : discours humanistes et œuvres charitables sont dramatiquement insuffisants, la faim est un problème politique. Pour interpeller les élus et les responsables politiques, ils décident de lancer une campagne internationale et rédigent un Manifeste-Appel contre l'extermination par la faim, rapidement signé par 54 prix Nobel (126 aujourd'hui).

Les premières campagnes sont lancées en Belgique et en Italie sous l'appellation *campagne SURVIE*. La mobilisation de dizaines de milliers de citoyens se conclura quelques années plus tard par le vote des Parlements belges et italiens en faveur de lois débloquant plus de dix milliards de francs pour des projets de lutte contre la famine.

> « Il faut que tous et chacun donnent valeur de loi au devoir de sauver les vivants, et de ne pas exterminer, que ce soit même par inertie, par omission ou par indifférence. »
>
> extrait du Manifeste-Appel de 1981

En 1983, la campagne SURVIE commence en France. Elle obtient l'appui de plus de 8 000 maires, mais l'Élysée fait la sourde oreille. Pour l'élection présidentielle de 1988, SURVIE conçoit et anime une campagne *Solidarité ici et là-bas*, demandant une loi contre la grande pauvreté en France, une loi pour la survie et le développement dans les pays les plus pauvres. La première demande sera en partie entendue avec la loi sur le Revenu Minimum d'Insertion. Pour la seconde, l'objectif est de débloquer un millième des ressources françaises (sept milliards de francs) pour un usage beaucoup plus ciblé et contrôlé que les 40 milliards annuels de l'aide au

Pour aller (beaucoup) plus loin

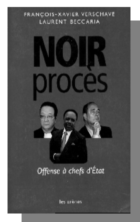
Cette brochure est bien trop concise pour être exhaustive. Voici une sélection d'ouvrages pour approfondir le sujet :



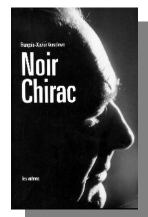
La Françafrique
François-Xavier Verschave, éd Stock, 1998

Sans doute la meilleure "porte d'entrée" pour comprendre la politique de la France en Afrique. L'histoire de la confiscation des indépendances est détaillée pour chaque pays d'Afrique francophone.

Noir procès
François-Xavier Verschave, éd Les arènes, 2001



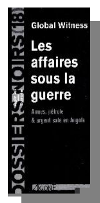
Il s'agit de la retranscription du procès pour « offense à chef d'État » lancé par trois chefs d'État africains suite à la publication de *Noir Silence* en 2000 par F.X. Verschave. Les dialogues entre le juge, le président de SURVIE, les avocats des chefs d'État et les multiples témoins sont particulièrement éloquents.



Noir Chirac
François-Xavier Verschave, éd Les arènes, 2002

Cet ouvrage aurait pu s'intituler *La mafiafrique* car, loin de s'intéresser au seul personnage de Jacques Chirac, il détaille les multiples réseaux de type mafieux qui gravitent autour de la politique française en Afrique. Un ouvrage "explosif".

Les affaires sous la guerre
Global Witness, éd Agone, 2003

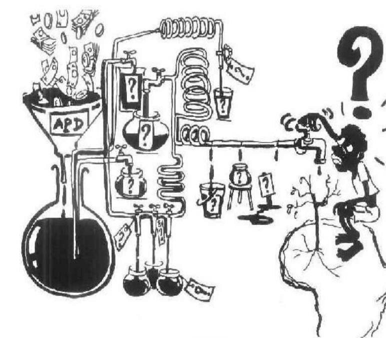


Une étude précise et pédagogique de l'affaire "Angolagate". On y retrouve des multinationales du pétrole, des hommes d'affaires, des trafiquants en tout genre, mais aussi Charles Pasqua ou encore Jean-Christophe Mitterrand, etc.

Nous vous recommandons enfin les excellents sites internet de SURVIE-Lyon **(http://survie.69.free.fr)** et de Pressafrique **(http://www.pressafrique.com)**.

– *favoriser le détournement des ressources africaines.* Chaque exploitation lucrative de matières premières (pétrole, uranium, manganèse, bois exotiques, or, cobalt, diamants, cacao, café, pétrole, banane, coton, etc.) est accompagnée d'un mécanisme "d'aide" qui permet de mieux pousser la rente vers nos propres caisses (investissements pour améliorer la production, corruption des élites locales, travaux permettant un meilleur accès à ces ressources…).

– *aider à vendre un certain nombre de productions françaises* réalisées par quelques grandes entreprises avec des marges confortables, parfois inouïes, (ce sont par exemple les aides dites *liées* : leur octroi est conditionné au choix d'une entreprise française pour la réalisation du projet), et une redistribution aux partis politiques français.



Le reste de l'APD sert à de la promotion commerciale, à la défense de la Francophonie, au prestige de la France, voire même aux bourses scolaires des enfants d'expatriés ! Au final, seuls quelques pourcentages de l'aide visent réellement à réduire l'extrême misère qui touche les anciennes colonies françaises.*

Malgré tout, certains coopérants et ONG de développement subventionnés par l'APD font du bon travail, peu coûteux. Nombre d'actions de base, en particulier dans la santé, sont utiles et peu onéreuses. Mais cette facette "vertueuse" du développement légitime tout le reste. En réalité, le développement est littéralement saboté. Malgré les dépenses gigantesques officiellement consacrées aux États d'Afrique francophone, la situation catastrophique de ces pays après quatre décennies de "coopération" est révélatrice : on devine que la rente a très peu profité aux populations.

Le double-discours

Pendant toute cette période, les discours des différents gouvernements se sont parés d'un manteau de vertu : la France « *meilleure amie de l'Afrique et du développement* », les Droits de l'Homme, la grandeur culturelle, la Francophonie, la lutte contre l'influence hégémonique anglo-saxonne, etc. Notons à ce propos que même si le gouvernement affiche une distanciation avec les États-Unis, les passerelles entre les services secrets, les hommes d'affaires ou les militaires français et américains sont beaucoup plus fortes que l'on pourrait imaginer. Les réseaux franco-africains sont en lien étroit avec le dispositif clandestin de la Guerre froide : la France jouait son rôle dans l'échiquier géopolitique occidental.

---

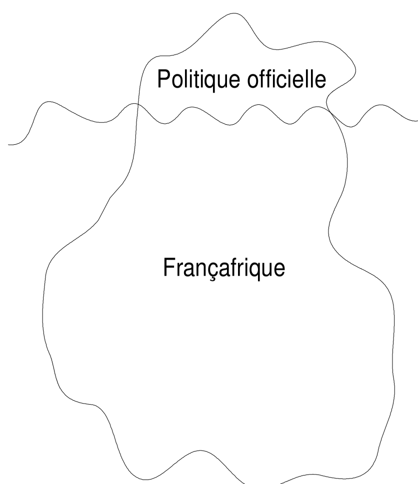
* Pour un exposé plus précis du détournement de l'aide publique au développement, cf. brochure *Que devient l'aide au développement ?* (Les renseignements généreux).

Quelles sont nos sources ?

Elles proviennent pour l'essentiel des ouvrages réalisés ou édités par l'association SURVIE (voir post scriptum). Celle-ci croise 4 sources d'informations :

- *la presse et la documentation françaises :* depuis 1993, l'association suit tout ce qui se publie en France sur les relations franco-africaines et leur contexte (analyses et reportages de journalistes, rares travaux universitaires, etc.). Les affaires *Elf* et *Angolagate* ont notamment apporté de précieux renseignements.
- *la presse et la documentation étrangères* : SURVIE suit les articles et travaux en français publiés hors de France (Belgique, Afrique, etc.). Une attention, mais moins exhaustive, est aussi portée aux publications anglophones.
- *des correspondants* : en 20 ans de militantisme, l'association a développé des liens de confiance avec un nombre important de journalistes, experts, responsables et militants associatifs dans le monde entier.
- *des témoignages d'Africains* **:** SURVIE en a reçu des milliers. Ils sont d'autant plus nécessaires qu'en Afrique la tradition orale l'emporte encore sur la documentation écrite.

Néanmoins, comme le souligne F.X. Verschave, président de SURVIE, *« les informations sont parfois difficiles à prouver. Par définition, illégalité et criminalité, opérations des services secrets ou détournements financiers ne s'affichent pas ouvertement. Les traces écrites sont rarissimes. La face émergée de l'iceberg, politiquement correcte, est si visible qu'elle en est fascinante. Décrire le plus important, c'est-à-dire les 90 % immergés de la relation franco-africaine (la Françafrique) suppose un travail considérable et difficile de recherche documentaire, de recueil de témoignages et de recoupements. »*



L'iceberg de la politique française en Afrique

En guise de conclusion

Françafrique. L'astuce du jeu de mots ferait presque sourire : France-Afrique, France-à-fric… Pourtant, quelles sont nos conclusions ?

Plus d'une vingtaine de réseaux politiques, d'officines mafieuses, de filières occultes, se partagent aujourd'hui le gâteau du protectorat néoconial de la France en Afrique. À peine 2 ou 3% de l'aide publique française au développement sert réellement à combattre la misère infligée à des centaines de millions d'êtres humains.

Depuis quarante ans, la politique française en Afrique vise essentiellement à exploiter ses ressources naturelles et géopolitiques. Les profits sont immenses. C'est pourquoi les armes importent peu : la corruption, le meurtre, la manipulation et la guerre. Notre pays, soi-disant « patrie des droits de l'Homme », a soutenu les inspirateurs et auteurs du génocide rwandais.



Reconnaissons-le, ces révélations sont extrêmement inconfortables. Elles jouent même pour beaucoup un rôle d'électrochoc. Impossible de s'impliquer par la suite dans des actions de développement avec le même regard. Impossible d'envisager des actions politiques de la même manière. Notre perception de la réalité en sort bouleversée. Il faut tirer les conséquences, remettre en question ses certitudes, ce qui est bien difficile.

Par cet exposé, nous ne cherchons pas à créer des *petits soldats* de l'association SURVIE. Notre monde a besoin d'acteurs s'impliquant dans la vie collective, ayant soif de justice et de démocratie. Des esprits créatifs, critiques et pleins d'initiatives. Ce qui nous anime, c'est en grande partie le refus de léguer ce monde d'impunité à nos enfants. À notre niveau et en nous fédérant, nous pensons que d'autres mondes sont possibles.

Parler de la Françafrique, un exercice difficile

Par un militant de SURVIE

« Les révélations incroyables et horribles suscitent généralement une certaine suspicion, voire une réaction de rejet.

La suspicion s'alimente souvent d'exposés caricaturaux et maladroits. Mais comment expliquer en cinq minutes que la politique française en Afrique est inavouable, sans forcément verser au moins un peu dans le simplisme ? Il faudrait prendre le temps de rentrer dans les détails, ouvrir quelques livres. Constat facile mais pourtant vécu : rares sont ceux qui acceptent de se pencher attentivement sur le sujet. La plupart du temps, nous n'avons que quelques minutes pour convaincre que nous ne sommes pas des fous paranoïaques. Notre crédibilité est aussitôt mise en doute. Comment vérifier personnellement le demi-million de lignes déjà écrites sur la Françafrique ? C'est impossible.



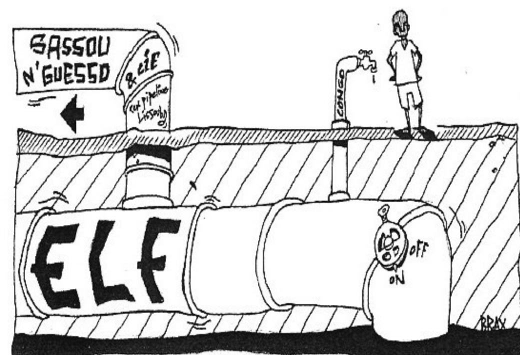
La réaction de rejet est compréhensible, tant ce que nous affirmons est énorme. Nous sommes en quelque sorte les « porte paroles de la mauvaise nouvelle », ce qui ne suscite pas forcément l'enthousiasme. Le négatif de ce que nous dévoilons déteint sur notre image, c'est humain.

Mais surtout, nous nous heurtons à l'indifférence. À quoi bon chercher la vérité sur l'Afrique quand la quiétude d'un été vous tend la main, quand les films alléchants s'épanouissent au cinéma ? Que la Françafrique paraît lointaine, que le militantisme paraît dérisoire... Et comme le pouvoir s'accommode de cette inconstance, de ce *j'y pense et puis j'oublie* ! Enfin, chacun a ses soucis, ce qui est bien compréhensible. À quoi bon s'intéresser à l'Afrique quand l'un de nos proches est en train de mourir ?

Bref, avec notre « Françafrique », soit nous dérangeons le bonheur des gens, soit nous interférons avec leurs souffrances. Au final, celles et ceux qui reprennent le flambeau et militent à leur tour sont une poignée. »

Le financement du réseau Foccart

Le financement du contrôle occulte de ces pays indépendants ne pouvait se faire qu'illégalement. Les firmes françaises chargées d'approvisionner l'Hexagone en matières stratégiques sont investies par les services secrets. La société *Elf* est crée en 1967 pour servir entre autres de "faux-nez" au financement et à l'action des services secrets en Afrique. Elle a organisé le drainage d'énormes marges occultes sur l'exploitation de l'or noir africain : production non déclarée au large des côtes, sous-évaluation des redevances, surfacturation des investissements et des prestations, arnaque sur le préfinancement des productions futures, etc. Tout cet argent permet le contrôle des pays producteurs : corruption des décideurs locaux, co-organisation de scrutins truqués, achat de la "solidarité" de la classe politique française, financement des polices politiques, des gardes dictatoriales, de milices ou de mercenaires, implication dans les coups d'État ou les guerres civiles. *Elf* (désormais Total) a cogéré de cette manière au moins le Gabon, le Congo-Brazzaville et le Cameroun. Elle a joué un rôle déterminant dans la politique française au Nigeria et en Angola.*



En plus des trafics de drogue et du blanchiment d'argent via les loteries, casinos ou paris hippiques, quantité de PME et de petites entreprises (fournitures, armements, trafics divers) financent les services secrets. Une partie des fonds gigantesques de la rente du pétrole ou des matières premières, et des commissions sur les ventes d'arme, est récupérée par ces services qui multiplient ainsi par trois ou davantage les crédits votés à leur intention par le Parlement français.

La convertibilité du franc CFA et la prolifération des paradis fiscaux permettent enfin la multiplication des circuits parallèles d'évasion de capitaux et de blanchiment d'argent en toute opacité.**

La *Françafrique*, confiscation des indépendances, s'installe durablement en Afrique francophone. Une génération de décideurs, en France comme en Afrique, s'habitue ainsi au détournement des richesses africaines.

---

* Les comptes-rendus du procès de « l'Affaire *Elf* » sont à ce sujet édifiants.

** cf. brochure *Comment blanchir l'argent sale ?* (Les renseignements généreux)

II De la Raison d'État à la Mafiafrique

Lorsque le président Giscard d'Estaing limoge Jacques Foccart*, le réseau pyramidal de ce dernier, privé de tête, semble voué à l'éclatement. L'effondrement du bloc soviétique et de l'apartheid vont également fragmenter les enjeux politiques et géopolitiques africains. Le réseau initial de Foccart, dont la stratégie de *Raison d'État* était directement contrôlée par l'Élysée**, va apparemment se dissoudre en une quinzaine de réseaux ayant chacun ses propres stratégies. La politique africaine de la France semble alors ne plus relever de décisions centralisées, fussent-elles inavouables, mais être le résultat aléatoire d'un "jeu de fléchettes" autour d'enjeux alléchants : détournement de l'aide publique au développement ou de la rente des matières premières, financement parallèle de la vie politique française, “terrain de jeux”, de primes et de promotions pour les militaires, blanchiment d'argent, trafic d'armes et de drogues, etc.

L'illégalité prospère confortablement : les contrôles sont impossibles, tant les traces écrites et leur conservation restent sous-développées en Afrique francophone. Summum de l'opacité, les paradis fiscaux constituent la pierre de voûte de ce système en permettant le blanchiment de l'argent "françafricain" en toute impunité. L'énorme masse d'argent détournée installe ces réseaux dans une formidable opulence et capacité corruptrice. Ils s'autonomisent en un système quasi-mafieux. En arrière-plan, le mépris à l'égard des Africains est insondable.

Au final, la Françafrique se transforme en une nébuleuse d'acteurs économiques, politiques et militaires, en France et en Afrique, organisée en réseaux et en lobbies, et polarisée sur l'accaparement de deux rentes : les matières premières et l'aide publique au développement. Parmi cette nébuleuse d'acteurs, nous citerons :

- ***Des réseaux politiques français.*** Celui de Jacques Chirac va s'affirmer comme le plus puissant, de très loin. Il se fonde d'abord sur les réseaux de Charles Pasqua, entré en 1970 en dissidence du foccartisme. Puis Jacques Chirac récupère l'héritage et les conseils de Foccart dans les années 80… avant de connaître plusieurs brouilles très vives avec le clan Pasqua. Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand ont aussi développé leurs réseaux, articulés aux précédents. D'autres personnalités politiques ont également cherché à cultiver des réseaux françafricains, de moindre importance : Alain Madelin, Michel Rocard, Michel Roussin après son émancipation du giron chiraquien, etc.

* Jacques Foccart, secrétaire général de l'Élysée sous De Gaulle, fut ensuite conseiller pour l'Afrique de Georges Pompidou. Il est devenu le conseiller personnel de Jacques Chirac à Matignon (1986-1988), puis à l'Élysée de mai 1995 jusqu'à sa mort en 1997.

** notamment à travers l'officieuse "cellule africaine" de l'Elysée.

de la Françafrique, de Total et d'Elf en particulier ; le PC reste ancré dans une ligne anticoloniale.*

Rêvons un peu. Si un chanteur, une personnalité médiatique, un journaliste ou un homme politique connu reprenait le flambeau ? Si de puissantes actions symboliques se mettaient en place ? Le scandale de la Françafrique contient de quoi miner l'arrogance et la duplicité de cette monarchie installée en 1958** que nous nommons trop promptement « démocratie », de quoi animer le désir d'un système politique où l'impunité des prédateurs et des massacreurs ne serait plus la règle.



* Cependant, si une partie de la gauche alternative a clairement soutenu les combats de SURVIE, une autre ne se reconnaît pas dans cette position dite « citoyenniste », c'est-à-dire la conviction qu'il est possible d'améliorer la démocratie représentative par la mise en place de contre-pouvoirs, l'amélioration de la loi. (cf.brochure *L'impasse citoyenniste*, éd en attendant, 2003).

** On l'oublie souvent, mais l'accession au pouvoir du général de Gaulle s'est faite par un coup d'état. Lire les dossiers du Réseau Voltaire sur ce sujet : **http://www.reseauvoltaire.net**.

Comment mettre fin à la Françafrique ?

Le pari de SURVIE peut se résumer ainsi : si tout le monde savait réellement ce qui se passe, la qualité et la quantité d'indignation produiraient un changement.

Est-ce réaliste ? L'avenir le prouvera, si nous sommes nombreux à œuvrer dans ce sens.

Cependant, la fin de la Françafrique viendra essentiellement de son rejet par les Africains. Mais si la France continue à éliminer ou reléguer ceux qui veulent changer les choses, cela prendra peut-être dix ou quinze ans de plus. Durant cette période, combien de guerres ou de massacres peuvent se produire ?

Le rôle modeste que nous pouvons avoir est, en informant et dénonçant, de gêner ou entraver la poursuite de ces manœuvres occultes. Ce n'est ni suffisant, ni décisif, mais néanmoins non négligeable. Cette information, nous la faisons d'ailleurs grâce à des Africains et avec eux. Nous favorisons leur expression souvent impossible ou bridée chez eux – à cause de la répression, de la faiblesse de l'édition et des médias indépendants, du manque de bibliothèques, etc. C'est un peu un rôle de caisse de résonance. Nous démontrons aussi aux Africains que tous les Français ne souscrivent pas à la Françafrique, et que certains savent dénoncer les responsabilités de leur propre pays. Quand nous travaillons ensemble, Africains et Français, nous nous apercevons très vite que nous nous battons finalement pour les mêmes choses, que nous combattons les uns et les autres le double langage de nos gouvernements et une mondialisation destructrice de tous les biens publics. Une sorte de complicité s'établit rapidement entre nous, dans la défense respective de notre humanité.

Actuellement, SURVIE rassemble plus d'un millier d'adhérents et un réseau de plusieurs centaines de journalistes, experts, responsables associatifs dans le monde. Plusieurs dizaines de milliers de français sont sympathisants, peut-être plus (cela dépend aussi de vous). Il faut être plus nombreux. Mais comment faire connaître la Françafrique et en diffuser le rejet auprès d'un plus large public ?

Faut-il alerter les ténors des partis dits "de gouvernement" ? Depuis quinze ans, des tentatives sont faites. Même si certains conviennent que SURVIE a raison, ils savent (ou comprennent rapidement) que lutter contre la Françafrique gênera leur carrière. Cependant, certains députés socialistes ne se sont pas arrêtés à ces considérations. Pierre Brana s'est singularisé par son courage lors des missions parlementaires d'information sur le Rwanda et sur le rôle des compagnies pétrolières ; Arnaud Montebourg a initié et poussé de manière iconoclaste une mission parlementaire sur le blanchiment des capitaux dans les paradis fiscaux ; les Verts n'ont jamais manqué de dénoncer les crimes

- ***Les services secrets.*** La DGSE est très présente, mais aussi la DRM (Direction du renseignement militaire), la DST (Direction de la sécurité du territoire), le SCTIP (coopération et renseignement policiers au service des ministres de l'Intérieur), la DPSD (Direction de la protection et de la sécurité de la Défense).

- ***Le lobby militaire.*** Le haut état-major français est majoritairement constitué d'officiers ayant fait une carrière accélérée en Afrique. Pour ces derniers, il est hors de question que l'armée française se détache d'une Afrique qui constitue en quelque sorte leur identité, et la source de nombreux privilèges.

- ***Des multinationales*** aux stratégies de monopole : TotalFinaElf, Bouygues et Suez (BTP, eau), Bolloré* (transports), Rougier** (bois), Pinault (distribution), Castel (boissons), etc.

- ***L'extrême droite et les mercenaires.*** Les passerelles sont nombreuses entre des sociétés de mercenaires agissant en Afrique et le fameux "Département Protection Sécurité" (DPS) du Front National. Notons le recours de plus en plus fréquent aux sociétés de mercenaires, dotées d'armement lourd, dans les "zones grises" de la planète – dont beaucoup en Afrique.***

- ***Un certain nombre d'excroissances de la franc-maçonnerie,*** notamment la Grande Loge Nationale Française (GLNF). Située très à droite, c'est la seule grande obédience française rattachée à la très puissante franc-maçonnerie américaine. Presque tous les "présidents" agréés par la Françafrique y sont initiés ainsi qu'un panel de plus en plus déterminant de personnalités françaises de la politique, la finance, les industries sensibles, l'armée, les services secrets, les médias (TF1 en tête), la justice.**** Pour gérer autant d'actions illégales et générer, faire circuler et répartir autant d'argent sale, il faut des réseaux d'initiés, habitués au secret.

- ***Des sectes*** comme la Rose-Croix ou les Templiers ont également beaucoup servi dans la Guerre froide et se sont donc incrustées en Françafrique (surtout la première).

- Ajoutons des ONG de façade, des trafiquants en tout genre et bien sûr la mafia transnationale.

---

* cf. *Bolloré : monopole, service compris*, éd L'harmattan, 2000

** cf. *Les pillards de la forêt*, F.X. Verschave, Arnaud Labrousse, éd Agone, 2002

*** Les plus célèbres sont Bob Denard et Paul Barril, que l'on retrouve dans de nombreux "coups tordus" françafricains. cf. *Le boom du mercenariat*, éd Damoclès, 2001

**** Née au début du XXème siècle, la GLNF s'est appelée la *Grande Loge de France et des Colonies*, et abritait le lobby colonial en son siège de Neuilly. cf. *Les frères invisibles*, de G.Ottenheimer et R.Lecadre, éd Albin Michel, 2001

Ces réseaux s'entremêlent.* Des "solidarités" initiatiques se sont tissées entre la classe politique, la hiérarchie militaire, les Services, la justice, les médias, les groupes industriels, la haute finance, les administrations. Elles sont un gage d'assistance mutuelle et d'omerta.

Au final, ces structures de relations constituent les meilleurs systèmes de prédation des richesses africaines. En effet, ils permettent d'effectuer tout type de montages politico-financiers :

- un ministre de l'Intérieur encourageant ses services secrets à attiser une guerre civile dans un pays d'Afrique et faire en sorte que les deux factions ennemies s'approvisionnent en armes auprès d'une entreprise créée par des proches de ce même ministre de l'Intérieur.
- un homme politique bien placé s'arrangeant pour débloquer une partie de l'aide au développement vers un pays d'Afrique dont le chef d'État, complice, détournera la majeure partie de cette aide et "remerciera" son bienfaiteur par un virement sur un compte en Suisse.
- un ministre faisant en sorte de confier un grand "projet de développement" (barrage, pipe-line, etc.) à une grande multinationale française qui "remerciera" le décideur par quelques virements bancaires au profit d'un parti politique.
- un président de Conseil Général confiant tous les projets de "coopération décentralisée" de son département à une entreprise d'un de ses amis. Celui-ci surfacturera les constructions et enverra un certain pourcentage sur le compte du président dans un paradis fiscal, etc.

Vous trouverez dans les ouvrages cités en bibliographie de nombreux exemples concrets illustrant ce type de montage. La *Françafrique* désigne tout ce système de connivences entre des potentats africains installés ou protégés par Paris, et leurs parrains français, politiques, militaires et financiers.

* Quelques exemples : Michel Roussin, ancien n°2 de la DGSE, proche de la GLNF, directeur du cabinet de Jacques Chirac à la mairie de Paris (et à ce titre mis en cause dans la gigantesque razzia sur les marchés publics franciliens), ministre de la Coopération en 1993, haut responsable du groupe français Bolloré (qui a, entre autres, le monopole des transports en Afrique francophone), "Monsieur Afrique" du MEDEF. Ou encore Jérôme Monod, ancien PDG de Suez-Lyonnaise des Eaux, ancien secrétaire général du RPR, éminence grise de Jacques Chirac, expert à la Banque Mondiale, etc. Citons également Bernard Courcelle, ancien membre du groupe 11 (*elf* en allemand), groupe de mercenariat actif en Afrique, ancien responsable de la sécurité du groupe Luchaire (qui fournit des armes à l'Irak et l'Iran). De 1990 à 1993, il est chargé de la sécurité du musée d'Orsay (où Anne Pingeot, madame Mitterrand bis, est conservatrice), puis, en 1994, il devient directeur du DPS de Jean-Marie Le Pen, avant d'être brièvement directeur de la garde-présidentielle du président congolais (Brazzaville) Denis Sassou Nguesso, et, enfin, chargé de la sécurité des installations pétrolières françaises au Gabon. Nous pourrions multiplier les exemples.

Les gens se fichent de vos affirmations. Ne savons-nous pas déjà que les hommes politiques sont "tous pourris" ?

La majorité des Français partage ce sentiment diffus sur l'ampleur de la corruption de nos dirigeants. Mais, s'il est par exemple facile et même à la mode de dénoncer de manière vague et humoristique les frasques du Président (les *Guignols de l'Info* ne le font-ils pas chaque soir ?), décrire minutieusement les implications de chacun dans des affaires précises tombe sous le régime judiciaire. Cela permet de ne pas mettre tous nos représentants politiques dans le même panier, posture mentalement confortable mais fausse.

Ceci dit, les citoyens-électeurs ont aussi une responsabilité dans l'accroissement énorme des moyens de corruption. Par exemple, l'expansion des paradis fiscaux permet aujourd'hui d'offrir des pots-de-vin gigantesques – tellement gros que bien peu de politiques ont la vertu de résister. Il ne s'agit pas d'élire des saints, mais de s'alarmer sur le péril mortel que fait peser sur la démocratie la tolérance envers les paradis du secret bancaire et de l'impunité. Mais combien de Français, malgré l'information disponible, ont déjà voulu comprendre qu'il fallait contraindre les candidats aux élections de placer ce sujet tout en haut de leurs priorités ?*

Vos révélations sont inutiles. Ne sommes-nous pas impuissants à changer la Françafrique ?

Nous refusons l'affirmation de notre impuissance. Celle-ci nous mène au cynisme et à la résignation. « *Quand on n'a rien compris au monde, on décide d'être pessimiste pour avoir l'air lucide* »**. La véritable indignation n'aboutit ni à l'amertume ni au cynisme. Elle est une révolte, une envie de trouver la réponse : « *que puis-je faire à mon niveau pour changer cela ?* ». Nous pensons qu'individuellement et collectivement nos possibilités sont importantes, sans doute beaucoup plus que nous l'imaginons. Ce que l'association SURVIE crée avec un millier de militants témoigne de ce que pourrait produire une plus large mobilisation.

* C'est ce qu'expose clairement Éva Joly dans son livre *Est-ce dans ce monde que nous voulons vivre ?* Ses nombreux lecteurs passeront-ils au stade du refus engagé ?

** François Brune, *Médiatiquement correct,* éd Parangon, 2004

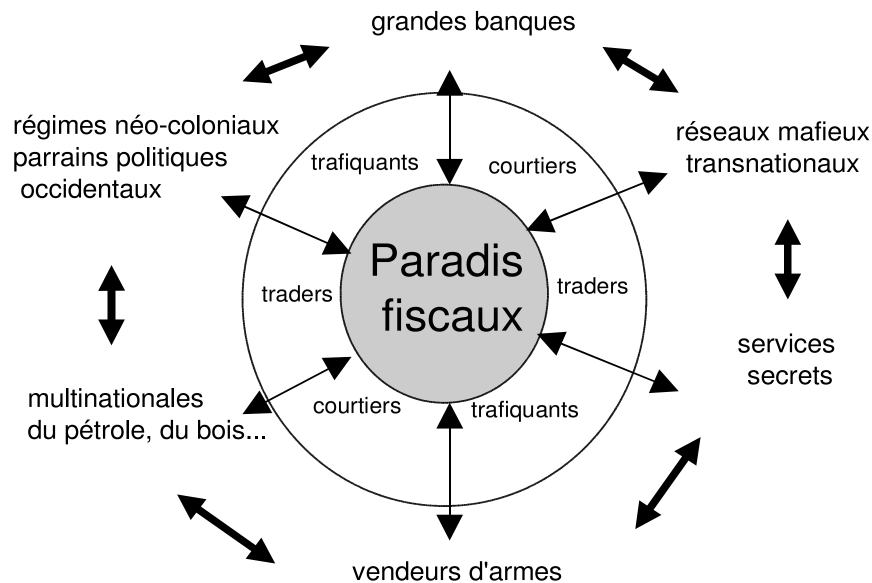
Quelle est la responsabilité des Africains ?

Les chefs d'État locaux et leur entourage ont une énorme part de responsabilité dans la Françafrique. Celle-ci n'existerait pas s'ils refusaient de jouer aux "gouverneurs à la peau noire", sous les applaudissements d'une cour de profiteurs : sabotage du développement, accumulation de la dette, corruption systématique. Décuplées par le boom démographique et la crise économique, les tensions sociales sont fortes. Les chefs d'État africains à qui la « Françafrique » répète depuis des décennies « *Profitez de l'économie de rente de vos pays et partagez-là avec nous* » sont bouffis de corruption. Ils s'entourent de gardes présidentielles ethniques, claniques, constituées des gens de leur village. S'ils sont trop attaqués, ils recourent au langage raciste du bouc émissaire, stratagème politique classique consistant à dresser une partie de la population contre une autre en exacerbant les clivages ethniques (les évènements récents en Côte d'Ivoire en sont un exemple). Contre ceux qui parlent de la fatalité des « guerres tribales africaines» à propos du Rwanda ou de la Côte d'Ivoire, affirmons au contraire que les conflits soi-disant "ethniques" sont en réalité instrumentalisés par des dirigeants politiques à bout de souffle.

Misère économique, inégalités sociales, les pouvoirs françafricains sont en effet contestés. Il leur faut à tout prix canaliser le mécontentement vers d'autres cibles que le pouvoir en place. Au jeu de la communication, l'important n'est pas la vérité mais la crédibilité. Ils n'hésitent pas ainsi à jouer le double-langage, rejetant par exemple tous les problèmes sur l'influence de la France sans révéler qui sont leurs "parrains".

Le double langage n'est évidemment pas l'apanage des dirigeants africains. C'est un "sport" largement pratiqué en France. Aux magistrats, qu'il aimerait définitivement censurer quant à son propre cas, le Président de la République a déclaré le 11 janvier 2002, lors de la rentrée solennelle de la Cour de Cassation : « *La société démocratique est, par essence, une société de responsabilité. [...] Rien ne serait pire que de laisser s'étendre le sentiment de l'impunité.* » Rappelons que le même Jacques Chirac avait déclaré en 1995 : « *Les Africains ne sont pas assez mûrs pour la démocratie et le multipartisme* ». Les hommages du vice à la vertu ont de quoi donner le vertige. Quand les mots sont détournés, notre vigilance doit être redoublée.





L'essoreuse de richesses africaines

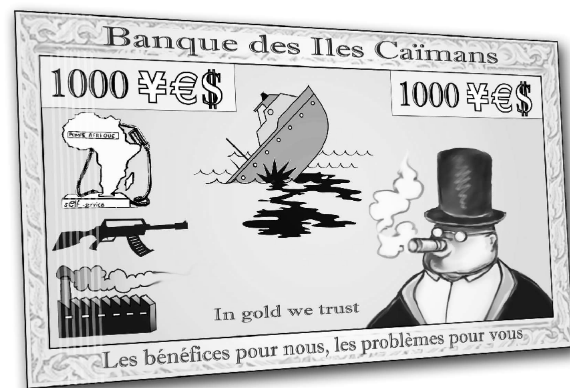


Illustration : le réseau « Pasqua »

Nous vous proposons page suivante un schéma non exhaustif et simplifié du "réseau Pasqua". Nous l'avons réalisé en épluchant plusieurs ouvrages de l'association SURVIE. Sans rentrer dans les détails, nous souhaitons juste donner un aperçu de ce que peut être un réseau françafricain : une chaîne de relation liant milieu politique, État, services secrets, trafic d'armes, pétrole, BTP, armée, banques, et même une association de « développement ». Attention, ce réseau n'est pas baptisé ainsi parce que Charles Pasqua serait son "Grand Manitou", mais parce que tous les protagonistes présentés dans ce schéma sont plus ou moins liés avec lui. Il s'agit de "petits bouts d'iceberg" mis en lumière suite aux affaires *Elf, Angolagate, Falcone, office des HLM d'île-de-France*, etc.

Charles Pasqua a été un proche de **Jacques Foccart** au RPF (avec qui il fonda d'ailleurs le tristement célèbre *Service d'Action Civique*). En tant que Ministre, il a contribué a créer la **SOFREMI,** Société française d'exportation du ministère de l'Intérieur (actionnaires : l'État, Thomson, Alcatel, etc.). Dirigée par des proches, elle était spécialisée dans la vente d'armes. L'un de ses 'représentants commerciaux', **Pierre Falcone**, a été accusé de trafic d'armes à destination de l'Angola. Le fils de Charles Pasqua, **Pierre-Philippe Pasqua**, est lui-même spécialisé dans la vente d'armes (société CECRI). Proche des services secrets, **Alfred Sirven,** accusé de corruption dans l'affaire Elf, était considéré comme « l'homme de Charles Pasqua chez Elf ». Idem pour **André Tarallo**, conseiller d'Elf, accusé par la justice suisse d'avoir détourné plus de 600 millions de francs. Le rapport de la mission d'information parlementaire « pétrole et éthique » mentionne : « Les réseaux de M. Charles Pasqua restent très actifs et intéressent fortement les gouvernements africains [...] Les corses sont très présents dans la police, l'armée, la criminalité organisée, le personnel politique. Ils étaient représentés par André Tarallo dans le domaine du pétrole et par M. Bernard Dominici au ministère des Affaires étrangères. »

Charles Pasqua est un intime des frères **Feliciaggi**, hommes d'affaires spécialisés dans les loteries et casinos en France et en Afrique. Ces derniers étaient les conseillers financiers du président congolais Denis Sassou N'Guesso. Ils étaient en relation étroite avec **Nadhmi Auchi**, pétro-banquier pionnier de l'interconnexion des paradis fiscaux, ancien actionnaire n°1 de la BNP Paribas et n°5 d'Elf, et enfin l'un des principaux actionnaires de la Banque continentale du Luxembourg (qui est, selon un rapport de la diplomatie belge, spécialisée dans les opérations de blanchiment, mais également la banque du « Hutu Power » -le parti génocidaire rwandais). Avec Elf, Bouygues, la Générale et la Lyonnaise des Eaux, Charles Pasqua a constitué une Société d'Economie Mixte "Coopération 92". Elle recevait 1% du budget départemental des Hauts de Seine, soit 70 millions de francs par an, au titre de la « coopération décentralisée ». C'est toujours la même entreprise d'un homme d'affaires libanais qui remportait les contrats. Dans Le Monde du 4 mars 1995, Charles Pasqua déclarait : « Je suis copain avec tous les chefs d'Etat africains. J'ai avec eux des relations directes. ». Comme le précise François-Xavier Verschave, « C'est la force des réseaux françafricains d'être implantés des deux côtés de la Méditerranée : c'est parce que Charles Pasqua a accès en France à des ressources importantes qu'il a pu devenir l'ami personnel des chefs d'état d'Algérie, d'Angola, du Cameroun, de Centrafrique, du Congo-Brazzaville, du Soudan, du Tchad, de l'Arabie saoudite, etc. »

La Françafrique est-elle connue des Africains ?

En Afrique, la corruption est très forte dans la plupart des milieux journalistiques. Les dictateurs africains travaillent en effet beaucoup leur image et dépensent des sommes considérables pour acheter des journalistes ou des médias, directement ou via des agences de relations publiques. Les liasses de 500 000 francs français à tel ou tel journalistes sont monnaie courante. Le fond de commerce des médias africains consiste généralement à flatter ou ménager le pouvoir en place. L'hebdomadaire franco-africain _Jeune Afrique_ est par exemple devenu le légataire universel des œuvres de Jacques Foccart.



Néanmoins, grâce au bouche à oreille, *La Françafrique* et *Noir silence* ont énormément circulé, la notoriété de leur auteur et de SURVIE est grandissante. Le chanteur ivoirien *Tiken Jah Fakoly* (adhérent à SURVIE) rencontre un large succès et a obtenu une Victoire de la musique avec ses albums intitulés *Françafrique* et *Coup de gueule* ! Le groupe français *TRYO a* également consacré dans son nouvel album une chanson aux idées de SURVIE, intitulée *Pompafric*.

Pourquoi concentrer les critiques sur les responsables français ?

> **Qui ne fait pas de politique fait la politique du pouvoir établi.**
>
> Emmanuel Mounier, philosophe

Nous pourrions également dénoncer la politique des États-Unis, les sociétés de mercenaires britanniques ou les pots-de-vin d'entreprises allemandes. Nous préférons nous concentrer sur ceux qui disent agir en notre nom et avec notre argent. La relation franco-africaine est un révélateur de ce qu'est devenue notre démocratie. Or nous sommes des citoyens de cette démocratie. Nous en sommes responsables. Le problème n'est pas que quelqu'un, en France, aurait voulu le génocide au Rwanda, c'est que nos «responsables» politiques aient à ce point étendu et systématisé les mécanismes d'irresponsabilité et supprimé les garde-fous. Au point de laisser les moyens militaires, diplomatiques et financiers de la France soutenir un génocide. Mais sommes-nous en démocratie ?*

* cf. brochure *Sommes-nous en démocratie ?* (Les renseignements généreux)

Si la Françafrique est si puissante, pourquoi l'association SURVIE a-t-elle gagné ses procès ?

Il n'y a pas *une* justice mais *plusieurs* justices, selon les enjeux médiatiques, les complicités et les réseaux de corruption. Même si les réseaux de manipulation sont extrêmement puissants, toutes les institutions françaises ne sont pas intégralement manipulées et contrôlées. Il n'y a pas « une tête pensante qui contrôle tout » mais plutôt des « essaims dans la confiture ».

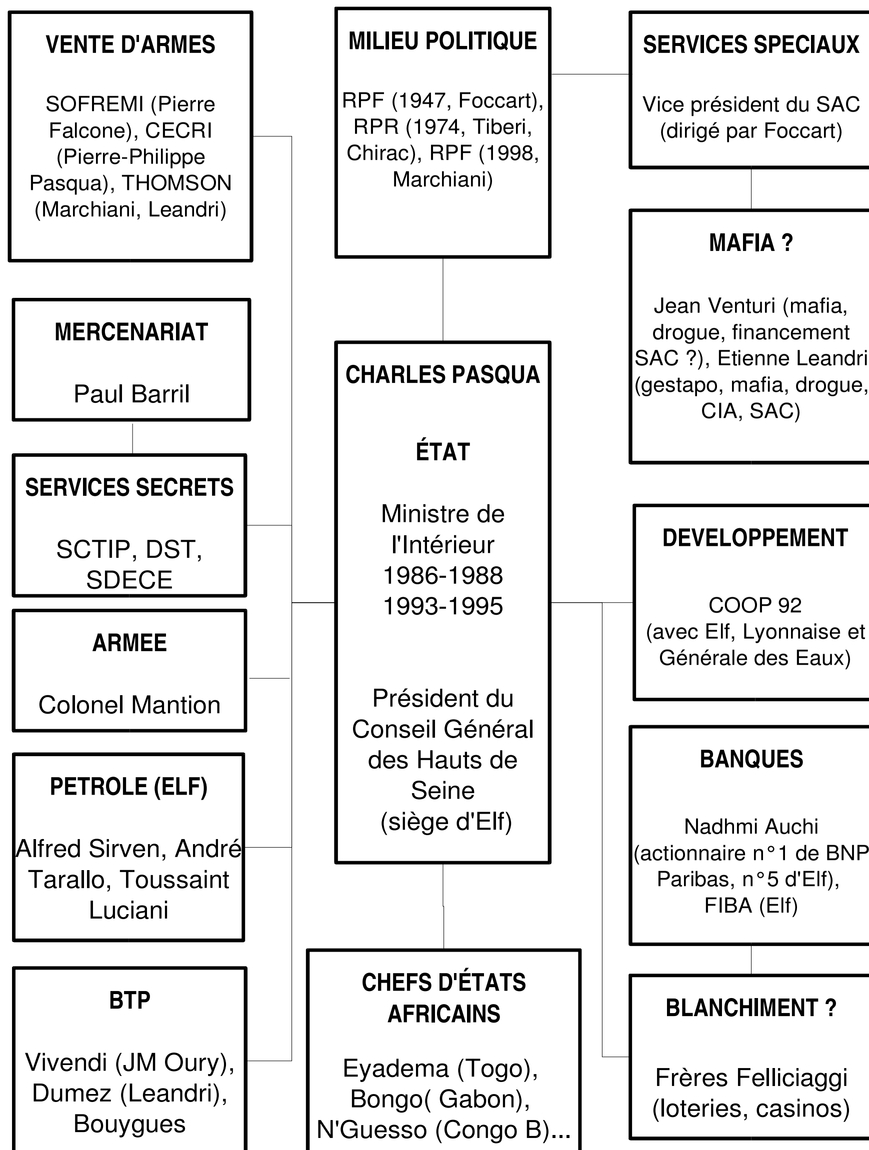
L'affaire *Elf* est à ce sujet révélatrice. Les juges *Joly* et *Vichnievsky* ont subi des menaces de mort et des pressions pour avoir mis à jour des complicités dans toutes les institutions françaises, de la police aux médias.* Néanmoins elles ont aussi bénéficié de soutiens, de protections. L'instruction a été menée à son terme, même si les conclusions du procès témoignent d'une volonté d'étouffement de l'affaire. Là réside l'espoir de changement : la « République souterraine », dont les réseaux françafricains sont un des pivots, ne contrôle pas encore en permanence l'ensemble de la chaîne judiciaire et policière.

Les deux procès de SURVIE, évidemment occultés par les médias de masse, ont également été exemplaires, au point de surprendre l'accusation. Mais l'auteur de *Noir silence* a eu aussi à subir plusieurs procès annexes, de la part du personnage-clef de l'Angolagate, *Arcadi Gaydamak*, ou de l'ancien numéro 2 de la DGSE, *Pierre Lethier*. Ceux-ci ont eu gain de cause, bien qu'ils admettent les gains colossaux de leur fonction d'"intermédiaire" et qu'ils aient tous deux fui les mandats d'arrêt de la justice française.



* Lire à ce sujet *Est-ce dans ce monde-là que nous voulons vivre ?*, Eva Joly, éd Les arènes, 2003.

Schéma simplifié et non exhaustif du réseau « Pasqua »



III Le bilan de la Françafrique

En quarante ans, ce sont des millions de morts, des centaines de milliards détournés, des peuples méprisés, des milliers d'assassinats :

– ***Génocides, massacres, tortures :*** massacre des Bamilékés au Cameroun de 1957 à 1970 (des centaines de milliers de victimes), complicité de génocide au Rwanda en 1994* (un million de morts), litanie de massacres au Tchad (au moins 100 000 morts depuis 1980, des dizaines de milliers de personnes violées et torturées), installation, formation, équipement et absolution de polices tortionnaires, etc.

– ***Des assassinats de personnalités symbolisant l'émancipation de l'Afrique :*** les présidents togolais et burkinabè *Sylvanus Olympio* (1963) et *Thomas Sankara* (1987), l'assassinat en plein Paris de l'opposant tchadien *Outel Bono* (1973) ou de *Dulcie September*, représentante du parti anti-apartheid de *Nelson Mandela* (1988), etc. Sans compter les innombrables assassinats ou morts sous la torture de "gêneurs" ordinaires, tel le journaliste burkinabè *Norbert Zongo* (1998).

– ***Des assassinats de ressortissants français :*** notamment au Cameroun (plusieurs prêtres et religieux), en Guinée équatoriale, à Djibouti (assassinat du juge Borrel en 1995).

– ***Des guerres :*** guerre du Biafra en 1967, guerre civile en Angola de 1975 à 2001, au Liberia entre 1989 et 2003, en Sierra Leone depuis 1991, au Congo-Brazzaville (1997-2003). Quelque trois millions et demi de morts au total.

– ***L'investiture "démocratique" des dictateurs par*** **un truquage systématique des élections** (au Cameroun, au Togo, au Tchad, au Gabon, à Djibouti, en Mauritanie, au Congo-Brazzaville, etc.).

– ***Une incroyable prédation des richesses*** pétrolières, minières et agricoles, remplacées par une dette inique et abyssale.**

* cf. la brochure *Rwanda 1994* (brochure SURVIE) ou les travaux de la Commission d'Enquête Citoyenne (http://cec.rwanda.free.fr) présentés dans *L'horreur qui nous prend au visage*, éd Karthala, 2005.

** cf. la brochure *Pourquoi la dette des pays du Sud* (Les renseignements généreux)

SURVIE a-t-elle été accusée de diffamation ?

À deux reprises (sans compter des procédures accessoires), son président François-Xavier Verschave a été traîné devant un tribunal :

- Attaque en diffamation par Charles Pasqua.

En 1999, le Tribunal de Grande Instance de Paris a condamné François-Xavier Verschave pour diffamation envers l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua. Celui-ci demandait 5 millions de francs de dommages et intérêts. Il a obtenu 1 franc. Sur treize passages de l'ouvrage *La Françafrique* qui accusaient gravement son action en Afrique, Charles Pasqua n'en a attaqué qu'un seul, composé de deux phrases. Le Tribunal admet presque tous les éléments de la bonne foi : « *Il était parfaitement légitime pour Monsieur Verschave, président de l'Association* Survie, *d'attirer l'attention du lecteur sur les effets de la politique française en Afrique et de faire connaître sa thèse selon laquelle le gouvernement français a soutenu des gouvernements africains inspirateurs et auteurs de génocides. L'ensemble des pièces produites et des témoignages recueillis démontrent que Monsieur Verschave a procédé à une enquête particulièrement sérieuse et possède une connaissance très approfondie des problèmes africains et des relations franco-africaines* ». Mais « *il a manqué à son obligation de prudence* » en personnalisant « *la responsabilité politique de la France et présentant Monsieur Pasqua, ministre de l'Intérieur, comme complice des crimes les plus abominables* ». Le Tribunal estime cependant que « *le rôle en Afrique de Monsieur Pasqua et de ses "réseaux" est manifeste* ».

- Attaque pour "offense à chef d'État"

En 2001, François-Xavier Verschave a été accusé « d'offense à chef d'État » par trois « présidents » africains pour son ouvrage *Noir Silence*. Ce vestige de la cinquième République interdit quiconque de porter atteinte à l'image d'un chef d'État. Plusieurs jours d'un procès incroyable, où se sont multipliés témoignages et argumentations accablantes pour les 3 chefs d'État en question, ont abouti à la relaxe de F.X. Verschave par le Tribunal de grande instance de Paris (relaxe confirmée en appel). Ce procès spectaculaire a été intégralement retranscrit dans l'ouvrage *Noir procès* (voir bibliographie). Ce procès, qui aurait pu signifier la disparition de SURVIE, a au contraire renforcé sa notoriété et la crédibilité de ses affirmations.

L'Afrique reste un vaste cliché

Dans l'imaginaire occidental, l'Afrique reste un vaste cliché : savanes-pleines-d'animaux-sauvages, folklores exotiques… Il n'y a pas jusqu'aux épidémies et famines chroniques, jusqu'aux guerres tribales, ethniques ou claniques et aux dictatures sanguinaires qui ne soient systématiquement convoquées au grand carnaval des idées reçues. L'Afrique serait rétive à la «démocratie», incapable de se «développer»... Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de nier l'existence de famines ou de dictatures, bien réelles hélas, mais de critiquer le caractère de fatalité africaine qu'on leur prête volontiers en Occident.

Le premier stéréotype dont pâtissent les Africains et les Africaines est ce «l'Afrique» qui gomme la diversité des réalités politiques et économiques et renvoie chaque pays au seul contour géographique d'un continent : il fonctionne de la même manière que les discours biologisants qui figent les individus dans une nature ou une tradition indépassables. Il suffit de parcourir les dépliants des agences de voyages pour comprendre qu'aller «là-bas», c'est encore, sinon apporter la civilisation, du moins se conforter dans la croyance que l'Occident est la civilisation. Cette vision occidentale de «l'Afrique» est directement issue du racisme colonial. Les discours ont simplement été remis au goût du jour : les individus sont moins donnés comme les représentants d'une race différente (« les Noirs ») que d'une culture différente (« les Africains »). Les discours culturalistes se surimposent aujourd'hui aux discours racistes ; les uns et les autres permettent de justifier l'exploitation et les traitements discriminatoires qui fondent le néo-colonialisme. Le schéma ne change guère, l'Occident demeure imbu d'une supériorité établie selon ses propres critères. Il suffit de voir l'enjeu idéologique que représente la grand-messe de la francophonie…En contrepoint du mythe de l'Afrique «sauvage et naturelle», survit celui de la france* «généreuse et porteuse de progrès». Alors que sa politique africaine est meurtrière, la france conserve, aux yeux de l'opinion internationale, l'image fantoche de pays des «droits de l'Homme», et demeure convaincue que le reste du monde ne peut se passer de ses Lumières. [...] La bonne conscience de l'opinion s'appuie sur une complaisance dans le non savoir qui est en elle-même une complicité. L' ignorance est aussi savamment entretenue : les leçons de l'école ou des médias ne nous apprennent presque rien des colonialismes passés et présents. «Notre» histoire nous est présentée comme une épopée glorieuse et on ne dit jamais que la colonisation est criminelle et n'aurait jamais dû se produire. Sur le néo-colonialisme actuel, le silence se fait plus pesant encore.

Si nous pouvions intervenir sur la politique étrangère du gouvernement, encore faudrait-il que nous puissions nous prononcer en connaissance de cause. «L'accueil» que, de ce côté-ci de la Méditerranée, nous réservons aux sans-papiers et aux migrants en général, n'est pas sans rapport avec ces politiques africaines : les quelques non-blancs qui ont acquis droit de cité, pour avoir contribué par exemple à la victoire de l'équipe nationale de football, risquent fort de servir d'alibis en occultant le travail précaire, les contrôles et les coups de matraque, les insultes quotidiennes et la fréquente clandestinité qui attendent les autres « prétendants» à la france**. Tout nous serait dû. Rien ne nous serait imputable. Concrètement, tout est pour nous, occidentaux. Pourtant la Terre n'est pas le centre de l'Univers, la france n'est pas le centre du monde. Décoloniser l'Afrique. Défranciser le monde. Vaste tâche, vu l'ampleur des dégâts.

Extrait de *France-Afrique : le crime continue*, éd tahin-party, 2000

*L'éditeur tahin-party aime décapitaliser certaines entités. ** Lire à ce sujet notre brochure *L'immigration en France*

Cette liste peut paraître caricaturale. Elle n'est pourtant pas exhaustive. Vous trouverez des argumentations et d'autres exemples précis dans les différents ouvrages et dossiers présentés en bibliographie.

Attention, nous n'affirmons pas que seuls les réseaux français cités précédemment sont la cause de ces atrocités. Nous affirmons néanmoins que toutes ces opérations ont, au minimum, reçu des soutiens logistiques, militaires et/ou financiers français (généralement de l'argent public). La responsabilité de nombre de nos représentants politiques est en jeu.

Tous les Présidents de la République et leurs Premiers ministres depuis 1958 cultivent ou tolèrent parfaitement ce système devenu chaotique, incontrôlable et criminel, dont les caisses noires sont phénoménales. L'opposition gauche/droite est largement dépassée. Presque toutes les personnalités de ces partis « de gouvernement » – c'est-à-dire la droite et le PS – sont pris dans l'engrenage françafricain.

> De même que les États-Unis ont leur arrière-cour en Amérique latine, la France a besoin d'avoir son arrière-cour en Afrique.
>
> Georges Serre, conseiller d'Hubert Védrine, Ministre des affaires étangères,1998

La Françafrique, c'est du passé ?

De temps en temps, certains articles dans des journaux tels que Le Monde, Libération ou Le Figaro affirment : *« la Françafrique, c'est fini »*. Pourtant, tous ces réseaux ne font pas partie du passé. Ils sont encore puissamment actifs, plus que jamais depuis la réélection de Jacques Chirac. Il suffira de contacter l'association SURVIE pour être informé des derniers épisodes en la matière.*

Depuis quelques années cependant, la Françafrique est contaminée par la mondialisation, et réciproquement (ses méthodes font école chez les acteurs de la mondialisation). Ainsi, depuis le scandale de l'*Angolagate***, on observe dans certaines régions d'Afrique centrale une inclusion de la Françafrique dans une Mafiafrique, connectant les agents et les flux financiers occultes des grandes puissances, sous la houlette des principaux services secrets. Les structures de criminalité et de corruption ont de plus en plus une dimension planétaire. Le leadership américain - qui a toujours influencé le dispositif françafricain - cherche à mieux l'asservir ou le vassaliser dans le cadre de la ''nouvelle Guerre froide'', ce qui accentue les clivages au sein des réseaux françafricains.

* Dernier épisode récent : le trucage des élections au Togo début 2005, permettant à Faure Gnassingbé, fils du dictateur Gnassingbé Eyadéma décédé quelques semaines auparavant, de succéder à son père. cf. *Le choix volé des Togolais. Rapport sur un coup d'État électoral perpétré avec la complicité de la France et de la communauté internationale,* collectif, éd L'Harmattan, avril 2005.

** cf. *Les affaires sous la guerre*, Global Witness, éd Agone, 2003

IV Questions - Réponses

Nous rassemblons ici un certain nombre de questions-réponses habituellement soulevées suite aux présentations publiques de la Françafrique par l'association SURVIE.

Pourquoi les médias n'en parlent-ils pas ?

Les mécanismes de la Françafrique sont tellement scandaleux que s'ils étaient mieux connus, la population française marquerait probablement son indignation. Les réseaux françafricains ne peuvent exister que dans l'opacité.

Jusqu'à présent, malgré les incessantes sollicitations de SURVIE, le mur du silence des médias grand public n'a été franchi que sporadiquement. Les révélations sur les scandales franco-africains restent ponctuelles (hors procès *Elf*), vite noyées dans le flux des informations. Sauf cas exceptionnel, les principaux quotidiens et hebdomadaires comme *Libération*, *Le Monde*, *L'Express*, *Le Figaro* ou *Le Nouvel Observateur* ne parlent jamais de la Françafrique, ou alors pour affirmer qu'elle n'existe plus. Même *Le Monde Diplomatique* se contente d'effleurer ce sujet. Plus un média est réputé, plus il est convoité par ceux qui ont en charge la désinformation : les services de «renseignement». Leurs anciens directeurs exposent dans leurs Mémoires les différentes façons de circonvenir les journalistes. Les Renseignements Généraux exercent un véritable fichage de la vie professionnelle et privée des dizaines de milliers de journalistes. Cela offre des moyens de pression considérables. Nombreuses sont aussi les passerelles entre les réseaux françafricains et les propriétaires ou dirigeants des grands médias. Ceux-ci sont presque tous aux mains de groupes privés, grands corrupteurs et/ou marchands d'armes, tels que *Bouygues, Suez, Dassault* ou *Lagardère*. Ils n'ont pas intérêt à divulguer la réalité de la Françafrique.

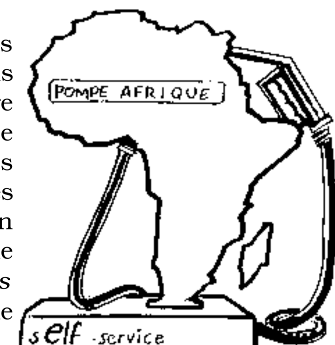
Néanmoins, ces informations circulent. De bouche à oreille, dans le milieu militant, par des journaux associatifs, par quelques articles ici ou là, par exemple dans *Charlie Hebdo*, *Politis*, *Témoignage chrétien ou Silence*. Mais également dans les milieux diplomatiques, associatifs et universitaires, surtout à l'étranger, via le mensuel *Billets d'Afrique* et plus d'une vingtaine d'ouvrages.

Tous les médias français sont-ils manipulés ?

Non. Certains journalistes militent contre l'orientation de leur rédaction. Partout des gens partagent les convictions de l'association SURVIE. Qui a ressorti l'affaire du Rwanda alors qu'elle commençait à être enterrée ? C'est un journaliste du *Figaro*, Patrick de Saint-Exupéry. Il a fait une série de reportages extraordinaires sur le rôle de l'armée française au Rwanda*. Qui aurait pu pronostiquer cela ? Il a trouvé un prétexte astucieux : l'armée aurait été victime des politiques, donc ces reportages contribuaient à sauver l'honneur de l'armée. Et ça a marché ! François-Xavier Verschave a également été invité plusieurs fois sur LCI, pour exposer une heure durant les rouages de la Françafrique. Or LCI appartient à Bouygues ! Même chose pour des interviews substantiels sur RTL, Europe 1 ou France-Inter. Mais de telles failles ne restent pas longtemps ouvertes.

Le silence des médias français n'est pas qu'une affaire de manipulation et de corruption. Dans un monde où l'information est devenue un produit commercial, l'Afrique est tout simplement mal placée. Selon les sondages, elle n'intéresse pas les Français. C'est également ainsi qu'est justifiée l'absence de débat sur la politique étrangère de la France dans les campagnes électorales. Enfin, le mot *Afrique* est chargé de fantasmes et de préjugés. Les idées de la Françafrique sont en total décalage avec ce que nous avons appris à l'école (voir encadré page suivante). Dévoiler ces informations, c'est choquer, s'exposer à la critique, à des pressions, à des procès qui, même s'ils sont gagnés, feront mauvais effet. Les médias ne s'y risquent pas. Leur démarche consiste bien souvent à répondre aux attentes de leurs "clients", non à bousculer leurs idées reçues.

Enfin, les médias de masse ne favorisent pas la construction d'une pensée critique mais développent une mentalité de papillonnage. L'affaire *Elf* est un révélateur de la capacité du système médiatique à étouffer ce qui dérange : les explications des journalistes sont tellement confuses ou fragmentées que les citoyens ne font pas le lien entre elles, ou alors se limitent à une vague indignation, ce fameux « *de toute façon ils sont tous pourris* » qui fait actuellement office de manteau de lucidité.**



* Il a récemment publié *L'inavouable, la France au Rwanda,* éd Les arènes, 2004

** Vous trouverez davantage de détails dans les articles "Françafrique, les médias complices" disponibles sur le site de l'observatoire des médias ACRIMED (http://www.acrimed.org)